

print

La mort de Jacques Vergès – Une vie dédiée à l’anticolonialisme

De [Gilles Munier](#)

Global Research, août 17, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/la-mort-de-jacques-verges-une-vie-dediee-a-lanticolonialisme/5346094>

Jacques Vergès est né le 5 mars 1925, au Siam (*aujourd'hui Thaïlande*). Il est le fils de Pham Thi Khang, institutrice vietnamienne, et du docteur Raymond Vergès, originaire de la Réunion, consul de France à Oubone. Suite à ce mariage, considéré comme une mésalliance par la société coloniale de l'époque, son père dut démissionner et reprendre ses activités de médecin. Après le décès de sa mère alors qu'il avait trois ans, son père s'installa à la Réunion où Jacques Vergès fut élevé par sa vieille tante.

A l'âge de 10 ans, il rencontra Abdelkrim al-Khattabi, assigné à résidence à la Réunion. La forte personnalité du résistant, héros légendaire de la guerre du Rif (1921-1926) contre les troupes espagnoles et françaises – *commandée par le maréchal Pétain* – eut très certainement une grande influence sur sa manière de pensée.

A Londres, avec le général de Gaulle

A 12 ans, il milite avec son père, fondateur du parti communiste réunionnais, et Paul – son frère jumeau – pour le Front populaire. En 1942, son bac en poche, obtenu brillamment au coude à coude avec le futur Premier ministre français Raymond Barre, Jacques Vergès et son frère Paul rejoignent le général de Gaulle et les Forces françaises libres (FFL) en Grande-Bretagne. Ils ont 17 ans et demi.

Sous-officier, Jacques Vergès participe aux combats en Afrique du Nord, en Italie, puis en France. Après la guerre, en 1946, il adhère au parti communiste français (PCF) – *où son militantisme au sein du Comité des étudiants anticolonialistes passe mal* – et entame des études d'histoire, puis de droit. C'est là qu'il fait la connaissance de la génération d'hommes politiques, africains et asiatiques, qui lutteront pour l'indépendance de leur pays, ainsi que du Cambodgien Saloth Sar, futur chef des Khmers rouges sous le nom de Pol Pot, et de Khieu Samphan dont il assure aujourd'hui la défense.

En 1950, Jacques Vergès est élu – contre l'avis du PCF – membre, puis secrétaire général du bureau de l'Union internationale des étudiants dont le siège est à Prague. En 1955, de retour en France, il obtient sa licence de droit, passe le Capa, et s'inscrit au barreau de Paris. La Conférence du stage, association d'avocats célèbre pour son concours d'éloquence, le sacre orateur de l'année.

Plus dangereux qu'une division

En avril 1957, il propose ses services aux avocats qui défendent les militants du FLN et se jette, à corps perdu, dans le combat pour l'indépendance de l'Algérie.

Michel Debré, Premier ministre du général de Gaulle, dira que le collectif dont il est le leader, est « *plus dangereux qu'une division* ». Finalement, il est suspendu pendant un an. Il s'installe au Maroc où le docteur Khatib, ministre des Affaires africaines, en fait son conseiller et son agent de liaison avec les mouvements de libération à qui il fournissait des faux passeports, des vivres, de l'argent et des

armes.

A Alger, après l’indépendance de l’Algérie, après avoir été directeur du département Afrique de Mohamed Khémisti – *ministre des Affaires étrangères assassiné en avril 1963* – Jacques Vergès crée *Révolution Africaine*. Dans le n°2 de l’hebdomadaire, il rend un vibrant hommage à Abdelkrim al-Khattabi qui vient de décéder au Caire. Le « *Lion du Rif* », écrit-il, a démontré « *à nous, hommes de couleur, que l’impérialisme n’était pas invincible* ». Il signe l’article de son nom de guerre : Mansour (*Le Victorieux*).

La vedette des barreaux

Suite à des dissensions idéologiques avec le président Ben Bella, il quitte l’Algérie et fonde à Paris, en septembre 1963, le mensuel *Révolution* avec l’aide de la Chine et l’entourage de Che Guevara. Après le renversement de Ben Bella, le 19 juin 1965, il revient en Algérie, épouse Djamilia Bouhired, héroïne de la Bataille d’Alger qu’il a défendu au cours d’un procès retentissant, et s’inscrit au barreau d’Alger. A la demande d’Abdelaziz Bouteflika, alors ministre des Affaires étrangères du président Boumédiène, il assure la défense de fédérateurs palestiniens du FPLP ayant attaqué des avions d’El Al à Athènes et Zurich et de Mahmoud Hedjazi, condamné à mort pour avoir tiré sur des gardes-frontière. Les Israéliens le bloquent à l’aéroport de Tel-Aviv et l’expulsent.

Jacques Vergès « *disparaît* » de 1970 à 1978. Qu’on ne compte pas sur lui pour dire où il était et ce qu’il faisait ! Les brides de réponses qu’il distille dans *Agenda*, roman clé paru en 1979, aboutissent à des impasses. Selon la DST (*service français de contre-espionnage*), il aurait séjourné à Cuba, en Allemagne de l’Est, au Viet Nam du Nord, et serait un des pères de la Constitution algérienne de 1975. Mais ces informations sont à prendre avec des pincettes.

De retour en France, il reprend ses activités comme si de rien n’était. Suivront les procès qui feront de lui un des avocats les plus talentueux et les plus controversés du monde judiciaire contemporain. Aujourd’hui respecté par la majorité de ses confrères, y compris par ceux qui ne partagent pas ses engagements, il est l’invité vedette des rentrées solennelles des barreaux français et des colloques internationaux consacrés au droit pénal. Son triomphe au théâtre, avec sa pièce *Serial plaideur*, témoigne de sa popularité hors des prétoires.

A propos de Jacques Vergès, lire aussi :

Jacques Vergès et la défense de Saddam Hussein et de Tarek Aziz

<http://0z.fr/w7TP2>

Jacques Vergès réclame la libération de Georges Ibrahim Abdallah

<http://0z.fr/x1YBn>

“Sarkozy sous BHL” : une grenade dégroupillée dans la cours de l’Elysée

<http://0z.fr/8e77U>

Copyright © 2013 Global Research